

DANS LES DEUX SENS (la traduction littéraire au Canada)

AU CANADA, LES TRADUCTEURS prospèrent en période difficile — voilà du moins ce que dit un proverbe qui a cours chez les traducteurs. Quand il semble tout à coup important pour l'une des deux communautés linguistiques de comprendre l'autre, la traduction entre en scène et joue le rôle essentiel qui est le sien dans ce pays. C'est là une affirmation simple et logique et, de surcroît, auréolée d'humanisme, puisqu'elle repose sur le désir et la capacité de la culture littéraire de donner un sens à notre monde. Vers la fin des années 70, à l'époque où nous entrions dans la période référendaire, l'affirmation fut corroborée par les faits. Soudain, le Canada anglais voulait lire le Québec. Le Québec était «intéressant», voire exotique. On fit appel aux traducteurs pour servir l'intérêt de la nation et faire passer des documents du français à l'anglais. Il est important de souligner que ces documents comprenaient tout espèce de matériau culturel et non pas seulement des ouvrages de spéculation politique. Romans, pièces de théâtre, poésie et essais de toutes sortes déferlèrent sur le marché canadien-anglais et changèrent les façons de voir les choses.

Au moment où j'écris ces lignes, à l'automne 1992, le Québec attire de nouveau l'attention sur ses aspirations dans l'immense foire d'empoigne pancanadienne. Si notre proverbe est vrai, la traduction littéraire français/anglais devrait être florissante. Et, du reste, pourquoi ne le serait-elle pas dans l'autre sens? Pourquoi le public lecteur québécois ne voudrait-il pas lire ce que lit sa contrepartie anglo-canadienne? L'heure de la vérité a donc sonné: lisons-nous les Canadiens anglais, nous lisent-ils et, si oui, à travers le miroir de quelles œuvres nous voyons-nous mutuellement?

D'abord, rien de tout cela n'existerait sans le Conseil des Arts. En 1972, le Conseil a décidé de subventionner la traduction littéraire dans les deux langues officielles du Canada, tout en faisant preuve d'une très grande largeur de vues au cours du processus. Je me souviens de mon étonnement quand j'ai reçu une subvention pour traduire le témoignage de Francis Simard sur la façon pour la moins brutale dont ses amis et lui se proposaient de faire voler la société en éclats (le titre du livre: *Pour en finir avec Octobre*). Songez un peu d'où provenait cet argent: du système fédéral que Simard *et al.* s'appliquaient à détruire. Bravo pour la démocratie libérale!

En termes de chiffres, au cours des vingt dernières années, le Conseil des Arts a subventionné 585 traductions du français à l'anglais, et 581 de l'anglais au français. L'harmonie la plus parfaite règne d'un point de vue statistique. Mais il existe de grandes variations à l'intérieur de ce paysage de parfait équilibre statistique et d'échanges culturels. Premièrement, au cours de la dernière année fiscale (1991-1992), la traduction en français l'a emporté sur la traduction en anglais pour une valeur respective de 329 000 \$ et de 255 000 \$; et, au cours des cinq dernières années, les traducteurs francophones ont systématiquement reçu davantage d'Ottawa que leurs collègues anglophones. (Signe de vitalité: le programme de

traduction du Conseil des Arts dépasse régulièrement le budget qui lui est alloué.) Les genres varient considérablement selon la langue. Sur 581 titres traduits en français, 303 n'appartiennent pas à la fiction: essais politiques, ouvrages historiques, études sociologiques, etc. Il semble que le Québec veuille avoir les connaissances scientifiques, historiques et sociologiques du Canada anglais. La littérature de jeunesse (les albums d'images et les romans destinés aux adolescents) est un autre domaine où nous importons en grande quantité. De l'ensemble des traductions présentes sur le marché québécois, 108 ouvrages appartiennent à cette catégorie. En dépit du succès commercial de la Courte Échelle et de sa collection «premier roman», le Canada anglais demeure un chef de file dans le domaine du roman pour adolescents, et le fait est apprécié des éditeurs québécois.

Mais que vient chercher chez nous le Canada anglais? Si nous voulons leur science, ils veulent notre imagination. Des 585 ouvrages traduits en anglais au cours des vingt dernières années avec l'aide du Conseil des Arts, on compte 192 romans, 111 pièces de théâtre et 44 recueils de poésie (à titre comparatif, les chiffres concernant le mouvement vers l'autre langue sont respectivement de 117, 31 et 11).

C'est bien connu, toute affirmation reposant sur des statistiques n'est que pur mensonge. Le Conseil des Arts ne subventionne pas toutes les traductions. Ainsi, mon dernier roman, traduit en France, n'a pas bénéficié de l'aide du gouvernement fédéral; il en est de même pour Nino Ricci. Mais, en règle générale, le nombre d'ouvrages traduits sans l'aide du Conseil des Arts est minime. En revanche, les ouvrages qui n'appartiennent pas à la fiction, ouvrages que les Anglais appellent *how-to books*, et que nous appelons «livres d'autoperfectionnement» ou «littérature motivationnelle», occupent une part importante du marché québécois, et la plupart sont traduits de l'anglais. Je parle de ces livres qui nous enseignent la façon de mieux nous aimer, de nous affirmer davantage, de comprendre notre chien ou de construire une réplique de la chapelle Sixtine avec des bouchons de Labatt 50. Que cela plaise ou non, il s'agit bien de productions culturelles, mais elles n'apparaissent pas dans mes statistiques.

Pourtant, il ne suffit pas de dire que le Canada anglais traduit la plupart des œuvres d'imagination parues au Québec. Quel est le sort réservé à ces ouvrages une fois lancés sur le marché canadien, en comparaison de celui qui attend les romans, le théâtre et les poèmes du Canada anglais quand ils atterrissent sur les étagères de nos librairies? Disons d'abord que les classiques de la littérature québécoise contemporaine ont connu beaucoup de succès dans leurs éditions canadiennes. Anne Hébert, Marie-Claire Biais, Michel Tremblay, Gabrielle Roy, Roch Carrier et d'autres sont devenus des écrivains *canadiens*. Mais plus intéressant encore est un second niveau d'analyse. Les ouvrages de Nicole Brossard, de Jovette Marchessault, d'Anne Dandurand et d'autres écrivains féministes (il ne s'agit pas de savoir si l'étiquette leur convient; c'est ainsi qu'elles sont perçues) figurent au programme des études littéraires dans les universités canadiennes. Tandis que, dans le passé, le peu de littérature canadienne lue par les Québécois était plutôt de facture traditionnelle, les

Canadiens anglais, eux, ont un choix qui va de France Théorêt à Réjean Ducharme, en passant par Jacques Renaud et Pierre Morency. De même, souvent les éditeurs anglophones suivent les auteurs québécois à travers chacun de leurs livres, tandis que les éditeurs québécois ont plutôt tendance à suivre leur fantaisie. Certaines traductions ayant joui d'un réel succès commercial (que l'on pense aux dizaines de milliers d'exemplaires de *Kamouraska*, au théâtre de Michel Tremblay ou au succès plus récent de Danny Laferrière), les éditeurs ne cessent de faire appel à des sortes de dépisteurs pour découvrir le prochain «hit».

Le passage d'ouvrages littéraires vers le Québec se fait de manière moins assurée, en particulier dans le cas de la fiction. Margaret Laurence est un grand écrivain canadien — un grand écrivain, canadien ou non. À sa mort, survenue il y a quelques années, elle était à peu près inconnue des Québécois, et peut-on les en blâmer? Techniquement parlant, l'œuvre de Laurence était disponible en français, mais l'establishment littéraire la boudait, et le public réglait ses goûts à l'avenant. Les éditeurs courageux qui s'efforcent de porter à l'attention des consciences québécoises les œuvres de langue anglaise se plaignent du peu d'appui des médias. Les journalistes ont un agenda nationaliste, disent-ils, lequel exclut un intérêt pour la littérature canadienne, bien que les mêmes journalistes se précipitent sur le dernier auteur canadien-anglais en provenance de Paris.

Le cas de Michael Ondaatje illustre bien le problème. En octobre dernier, plusieurs journalistes montréalais ont appris l'existence de cet écrivain canadien-anglais, domicilié à Toronto. Quelle ne fut pas leur consternation en apprenant qu'Ondaatje avait remporté le Booker Prize — le Goncourt du Royaume-Uni! Voilà un écrivain qui leur était complètement inconnu, et les mêmes critiques qui avaient boudé *Blues de Buddy Bolden* lors de sa parution chez Boréal, en 1987, courait après la moindre bribe d'information sur Ondaatje depuis que celui-ci avait reçu l'approbation d'un marché étranger.

Chose curieuse, certains éditeurs s'en prennent au bilinguisme de notre lectorat. Si les lecteurs veulent lire le livre d'un auteur canadien-anglais, ils le lisent dans sa version originale. Les ventes d'un ouvrage littéraire en traduction se situent en moyenne autour de 500 exemplaires, chiffre qui n'est peut-être pas très éloigné des ventes d'un livre du même genre écrit par un auteur québécois. Une chose est sûre: on ne peut reprocher aux éditeurs québécois leurs récents choix d'ouvrages canadiens. Ces dernières années, ils ont délaissé leurs goûts traditionnels; Boréal, Québec-Amérique et les éditions du Roseau ont publié des auteurs comme Eric McCormack, Trevor Ferguson, Robert Kroetsch, Joy Kogawa, Jane Rule, Matt Cohen, Robertson Davies, Mordecai Richler et d'autres encore. C'est maintenant au tour des lecteurs de répondre — avec ou sans la présence incitative de l'auteur qui peut ou peut bien ne pas parler français. Peut-être nous faudrait-il apprendre à libérer nos goûts littéraires des diktats de l'appareil publicitaire et abandonner nos réflexes protectionnistes de petit pays. Peut-être faudrait-il exiger de nos journaux québécois le même service que reçoivent les lecteurs du *Globe and Mail*, qui retient les services d'un reporter à temps plein pour couvrir l'actualité artistique montréalaise (son nom: Raymond

Conlogue). Et même *The Gazette*, qui n'est pas spécialement connue pour son ouverture d'esprit envers le Québec, commente régulièrement dans ses pages littéraires les livres québécois parus *in french*.

Il reste que la situation n'est pas rose, malgré l'actuel tumulte national à deux têtes, lequel devrait, en principe, être favorable à la traduction. Plusieurs traducteurs du français à l'anglais ont appris que les maisons d'édition pour lesquelles ils avaient l'habitude de travailler se sont retirées du jeu en raison de la récession; les ouvrages traduits ne se vendent tout simplement pas assez pour satisfaire au seuil minimal de rentabilité des éditeurs. La traduction en anglais d'ouvrages québécois est devenue l'affaire de quelques petites maisons d'édition: Exile, Cormorant, Coach House, Guernica, Véhicule. Le fait que le tarif du Conseil des Arts soit demeuré le même depuis 1984, soit 10 cent le mot, c'est-à-dire à peu près la moitié du tarif pratiqué dans la traduction commerciale, a également un effet dissuasif. La traduction est devenue affaire d'affinités électives: les féministes se traduisent entre elles, des écrivains qui s'admirent se rendent mutuellement le service. C'est sans doute ce que la traduction devrait être: un geste d'amitié ou de collaboration.

Traduit de l'anglais par Marie-Andrée Lamontagne

Source : « Dans les deux sens », dans *Liberté* 205, vol. 35, n° 1, 1993, p.132-138.